

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Commune Le Mené
La Croix Jeanne Even
Collinée
22330 LE MENE
Tél: 02 96 31 47 17



RENOVATION DE BATIMENTS SCOLAIRES

(C.C.A.P.)

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
2. ORDONNANCEMENT ET PILOTAGE DE CHANTIER.....	3
3. COORDONNATEUR DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	3
4. CONTRÔLE TECHNIQUE.....	4
5 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	4
6. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
7. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
8. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PENALTIES ET PRIMES.....	7
9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET SÛRETÉ.....	8
10. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	9
11. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	9
12. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	11
13. MESURES D'ORDRE SOCIAL.....	12
14. RÉSILIATION DU MARCHE.....	13
15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	13

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR

**Commune LE MENE
La Croix Jeanne Even
Collinée
22330 LE MENE**

La personne responsable des marchés est le représentant du pouvoir adjudicateur, représentée par M. AIGNEL Jacky, Maire.

1.2. OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'opération dite :

Commune Le Mené / Rénovation de bâtiments scolaires

1.3. TRANCHES ET LOTS

1.3.1 Décomposition en tranches

Les travaux seront réalisés en une tranche ferme.

1.3.2 Décomposition en lots et en phases

Le marché est alloti :

Lot 1 – Isolation de combles perdus

Lot 2 – Remplacement de menuiseries

Lot 3 – Remplacement de chaudières fioul

1.4. OPTIONS - VARIANTES

1.4.1 Options

Le lot 3 – Remplacement de chaudières fioul comporte une option. Cette option consiste à remplacer deux des chaudières fioul par des pompes à chaleur plutôt que par d'autres chaudières fioul.

1.4.2 Variantes

Les variantes sont autorisées. Cependant, il est impératif que chaque candidat réponde au marché de base, conformément à l'article 2.4 du règlement de consultation.

2. ORDONNANCEMENT ET PILOTAGE DE CHANTIER

L'Ordonnancement et le Pilotage de Chantier sera assurée par :

**Commune de Le MENE
La Croix Jeanne EVEN
Collinée
22330 LE MENE**

3. COORDONNATEUR DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Sans objet.

4. CONTRÔLE TECHNIQUE

Sans objet.

5 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la poursuite du marché pendant la période visée dans la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

6. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

6.1. PIÈCES PARTICULIÈRES :

Pièces contenues dans le dossier de marché des entreprises, comprenant :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait foi,
- Présent Cahier des Charges Administratives Particulières, (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait foi,
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait foi,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (devis) correspondant au lot sur lequel une offre est présentée à compléter, dater et signer par une personne habilitée à engager la société candidate,
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire à remplir obligatoirement.

6.2. PIÈCES GÉNÉRALES :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 7.4.1 du présent CCAP. :

- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux,

- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009

6.3. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu d'exécution des travaux, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

7. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

7.1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

7.2. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Sans objet

7.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX DE RÉGIE

7.3.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. et tiennent compte de façon générale de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécutions visés à l'article 10-1 du CCAG travaux à savoir en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

Thématique	Intensité limite	Durée limite
Température	$\leq -5^{\circ}\text{C}$	demi-journée
Pluviométrie	$\geq 50\text{mm}$	de 7:00 à 18:00
Vent	$\geq 100\text{km/h}$	demi-journée
Neige	$\geq 5\text{cm}$	demi-journée

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

- en tenant compte de la reconnaissance préalable des lieux où seront implantés les ouvrages, il ne pourra prétendre à des plus-values du fait de la méconnaissance des lieux, ou autres sujétions.

- En tenant compte des documents relatifs à la réalisation des travaux

Le taux de TVA est de 20.00 %.

7.3.2. Nature du prix

Le prix est dû dès lors que l'ouvrage auquel il se rapporte est réceptionné. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par les prix forfaitaires portés dans la décomposition de prix forfaitaire.

7.3.3: Modalités de règlement des comptes

Les comptes seront réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 13.1 du CCAG travaux. Les projets de décompte seront présentés en reprenant la décomposition du détail estimatif. Ils seront transmis en trois exemplaires au maître d'ouvrage.

7.3.4 : Approvisionnements

Il ne sera versé aucun acompte pour approvisionnements.

7.3.5 Travaux en régie

Sans objet

7.4. VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes, non actualisables et non révisables.

7.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de DECEMBRE 2017. Ce mois est appelé "mois zéro".

7.4.2 Choix de l'index de référence pour l'actualisation des prix de la tranche conditionnelle

Sans objet

7.4.3 Modalités d'actualisation des prix de la tranche conditionnelle

Sans objet.

7.4.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

7.5. PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et ce selon les dispositions des articles 134 et suivants du décret 2016-360.

7.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du décret 2016-360 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances,
- le comptable assignataire des paiements,
- le compte à créditer.

7.5.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie de factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai le titulaire n'a notifié aucun accord, ni aucun refus ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

En cas de co-traitance, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

7.5.3. Modalités de paiement direct des co-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

8. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PENALITES ET PRIMES

8.1. DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le chantier est souhaité être démarré le 20/02/2018. Son échéance ultime de réalisation est le 29/05/2018.

Ce délai global comprend les jours fériés, les congés payés, 10 jours d'intempéries, ainsi que la période de préparation d'un mois.

Le délai imparti englobe le repliement du matériel et le nettoyage des lieux

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots part à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot n°1 – Isolation des combles, de commencer les travaux lui incombant.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG travaux, le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré par le maître d'ouvrage après consultation des titulaires.

Après acceptation par les titulaires au moins dix jours avant la fin de la période de préparation visée au 8-1 ci-après, ce calendrier est notifié par ordre de service au titulaire.

Le délai d'exécution de chaque entreprise est égal au délai s'écoulant entre le début de la première tâche et la fin de la dernière tâche telles qu'elles découlent du calendrier d'exécution.

Au cours de l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, avec l'accord des entreprises, et dans la limite du délai global, notifier par ordre de service un calendrier rectificatif.

Le titulaire est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur les chantiers les personnels, matériels et approvisionnement suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut mettre en demeure le titulaire d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur les chantier et/ou d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires afin d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper le dit retard.

8.2. PROLONGATION DU/DES DÉLAI(S) D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution peut être prolongé dans les cas prévus à l'article 19.2 du C C A G travaux

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du C.C.A.G.travaux :

- les délais d'exécution des travaux seront prolongés,
- la date limite d'achèvement des travaux sera reportée, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Thématiques	Intensité limite	Durée limite
Température	$\leq -5^{\circ}\text{C}$	demi-journée
Pluviométrie	$\geq 50\text{mm}$	de 7:00 à 18:00
Neige	$\geq 5\text{cm}$	demi-journée
Vent	$\geq 100\text{km/h}$	demi-journée

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

8.3. PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE

L'entrepreneur subira :

- par jour calendrier de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 200 € HT (deux cents Euros),

Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser une mise en demeure préalable.

Il n'est pas prévu de primes d'avance.

8.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

L'entrepreneur subira :

- par jour calendrier de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état, une pénalité journalière de 200 € HT (cent cinquante Euros),

Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple contestation du retard par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser une mise en demeure préalable.

8.5. SANCTIONS POUR MANQUEMENT VIS A VIS D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SANTE OU LA SECURITE DES TRAVAILLEURS

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions de l'application prévues à l'article 31.44 du CCAG.

9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET SÛRETÉ

9.1. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du montant TTC du marché et de ses avenants. Ce taux est applicable au montant de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande conformément à l'article 123 du décret 2016-360. Il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire. Si la garantie n'est pas constituée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, en cours de marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande sera constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie sera remboursée ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 124 du décret 2016-360.

9.2. AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est due au titulaire du marché en application de l'article 110 du décret 2016-360.

Toutefois, le titulaire du lot a la possibilité de ne pas y recourir conformément aux indications de l'acte d'engagement.

9.3. AVANCES SUR MATÉRIELS

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

9.4. RETENUE DE COMPTE PRORATA

Sans objet.

10. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

10.1. PROVENANCES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

10.2. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

En complément de l'article 23 du CCAG, il est précisé que l'emploi des procédés, produits et matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par le titulaire de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entreprise devra justifier de cet accord.

11. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

11.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

En application de l'article 28.1 du CCAG, il est fixé une période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de 30 jours à compter de la délivrance de la notification du marché.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence des parties contractantes :

Établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 7 jours à compter du début de cette période.

Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'ouvrage.

L'intervention successive des différents titulaires est décrites par le calendrier d'exécution. Le calendrier d'exécution est joint au CCTP.

11.2. PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DÉTAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du maître d'ouvrage. Ce dernier doit retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

11.3. PROPRETÉ DU CHANTIER

Chaque titulaire de chaque lot assure avec le plus grand soin le nettoyage, l'évacuation de ses gravois, emballages et autres... à tout distance y compris frais de décharges, dont elles ont l'entière responsabilité.

S'il est constaté que l'évacuation des déchets ou le nettoyage n'a pas été correctement entrepris, le maître d'ouvrage se réserve le droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, de faire appel à une entreprise extérieure au nettoyage du site.

En fin de chantier, les lieux d'intervention seront laissés propres, conformément à l'article 28.5 du CCAG et au marché de maîtrise d'œuvre.

11.4. ORGANISATION ET SECURITE DES CHANTIERS

11.4.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.).

Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées.

Obligation du titulaire

Le titulaire communique directement au maître d'ouvrage :

- . la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- . les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- . les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats.
- . tous les documents relatifs à la sécurité et à la santé des travailleurs demandés par le maître d'ouvrage.
- . la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le maître d'ouvrage et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

11.4.2. Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité

11.4.3 Registre de chantier

De compétence du titulaire du marché.

11.5. TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les titulaires du marché, tous lots confondus, sont informés que les lieux d'intervention des chantiers sont des sites scolaires. Les travaux auront lieu uniquement hors du temps scolaire, dans les limites du calendrier d'exécution en annexe du CCTP. Les conditions d'accès aux lieux de travaux seront définis avec la Commune, en partenariat avec le corps enseignant.

12. CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

12.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Le contrôle des travaux sera exercé par le maître d'ouvrage pendant leur exécution. Dans le cas où des remarques ou des réserves seraient faites, l'entrepreneur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier ou s'y conformer dans un délai maximal de huit jours. S'il n'a pas obtempéré à l'issue de ce délai, les dispositions de l'article 43.1 sont applicables.

12.2 GESTION DES DECHETS

Le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de sa traçabilité.

12.3. RÉCEPTION

La réception s'effectue dans les conditions de l'article 41 du CCAG travaux.

12.4. RÉCEPTION PARTIELLE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses parties d'ouvrages sont achevées ou seront achevées.

Le maître d'ouvrage est chargé de provoquer les opérations de réception lorsque ces parties d'ouvrages propres à chaque lot seront achevées.

12.5 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet

12.6 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS RÉCEPTION

Les plans de recollement et autres documents archives à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage en deux exemplaires dans les deux mois suivant la réception. Les plans et documents fournis par l'entrepreneur entendent les plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, comme par exemple :

- Plans et schémas montage électrique
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages
- Plans et schémas montage chauffage
- Plans et technique des appareils

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après l'exécution, le titulaire subira par jour calendaire de retard une pénalité journalière de 10 euros hors taxes.

12.7. GARANTIES CONTRACTUELLES - DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai d'obligation de parfait achèvement est fixé à 1 an. Il court à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite " obligation de parfait achèvement " au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux de reprise et prestation éventuelle, de finition.
- Remédier à tout désordre signalé par le maître de l'ouvrage de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.
- Procéder le cas échéant aux travaux confirmatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux pièces du marché.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître de l'ouvrage ayant pour objet de remédier aux déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception de celles qui lui auraient été signalées et non exécutées.

12.8. ASSURANCES

L'entrepreneur doit être assuré contre les risques suivants :

1) responsabilité biennale et décennale relatives aux articles 1792 et 2270 du Code Civil lorsque ceux-ci s'appliquent.

2) responsabilité civile envers les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution;

Par dérogation à l'article 9.1 du C.C.A.G., cette garantie est d'au moins 1 500 000 EUROS par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non, et de 4 600 000 d'Euros par sinistre pour les dommages corporels.

3) responsabilité individuelle de chef d'entreprise couvrant les risques qu'il encourt du fait de son activité dans le chantier, au titre des articles 1382 et suivants du Code Civil, et notamment les conséquences pécuniaires de dommages corporels, matériels ou immatériels.

4) dégâts des eaux et incendie sur le chantier.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, demander aux entrepreneurs de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

Aucun règlement, aucun remboursement de la retenue de garantie ou de libération de cautionnement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les quittances nécessaires attestant qu'elle a intégralement payé la part des primes et frais de contrôle à sa charge. L'entrepreneur est tenu de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par les lois.

13. MESURES D'ORDRE SOCIAL

13.1. APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

13.2. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN

L'entrepreneur devra fournir au moins une fois par trimestre l'attestation de règlement de ses cotisations auprès de l'URSSAF, sous peine de suspension de règlement. Il est rappelé que l'emploi de travailleurs clandestins est formellement interdit et entraînerait de plein droit la résiliation du présent marché à charge de l'entrepreneur fautif, le maître de l'ouvrage se réservant dans ce cas tous droits de recours et de dommages et intérêts à son encontre.

L'entrepreneur aura l'obligation de fournir dès réception de l'ordre de service de demande de travaux, la liste complète des salariés affectés au chantier avec la justification de la régularité de leur emploi. Tout changement de salarié affecté au chantier devra être immédiatement signalé au maître de l'ouvrage et les justificatifs de la régularité de l'emploi des nouveaux salariés fournis.

De même, dans l'hypothèse où l'entrepreneur chargé d'un lot de travaux sous-traiterait, avec l'accord du maître de l'ouvrage, tout ou partie de celui-ci, il devrait alors en aviser immédiatement le maître de l'ouvrage en communiquant copie du marché de sous-traitance, et en fournissant la liste des travailleurs affectés par le sous-traitant au chantier, et la justification de leur emploi régulier.

Le maître de l'ouvrage aura la faculté d'interdire à toute entreprise qui ne respecterait pas la présente clause l'accès au chantier, et ce, sans préjudice de la faculté de résiliation de plein droit prévue au contrat.

14. RÉSILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du CCAG travaux relatives à la résiliation du marché s'appliquent.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du CMP ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article 46.I.1 du CMP, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

15. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogation à l'article du C.C.A.G.	apporté par l'article du C.C.A.P.
ARTICLE 9.1	13.8
ARTICLE 20.1	8.3 – 8.4
ARTICLE 28.5	12.3.3
ARTICLE 40	13.6

Dressé par le maître d'ouvrage : 18/12/2017